

Résister, Rassembler, Reconstruire: Pour une université de service public, solidaire et démocratique

Les prochaines élections aux conseils centraux de l'université offrent une occasion unique d'exprimer nos revendications et de débattre de l'avenir de l'enseignement supérieur, de sa place dans un monde bouleversé par les crises sociales et écologiques. Dans ce cadre, nous devons rester vigilants et continuer à résister aux politiques qui visent à détruire les services publics, à généraliser la précarité, à étouffer l'esprit critique et à briser les solidarités. Pour cela, nous devons trouver les moyens de retisser localement des liens de confiance et des projets ambitieux pour une université de service public recentrée sur ses missions que sont l'élaboration, la diffusion et la préservation des savoirs indispensables pour penser et agir dans le monde qui vient.

Nous indiquons ici nos principaux engagements. Vous trouverez les analyses dont ils découlent ainsi que nos listes de candidates et candidats sur le site :

<https://snesup-bourgogne.org/ub2020/>

Nous nous engageons à :

Enseignement

- refuser tout classement des bacheliers pour l'accès à l'Université dans les formations qui ne sont pas en tension, c'est-à-dire la grande majorité de nos licences ;
- garantir aux étudiants et aux étudiantes qui en ont besoin, un accompagnement pédagogique ;
- ne pas mettre en pratique la hausse des frais d'inscription pour les étudiant·es extra-communautaires ;
- défendre les formations à petits effectifs sans nous abriter derrière une logique comptable mortifère ;
- garantir le minimum de 1500 heures d'enseignement en présentiel (sans MOOC ni pseudo-auto-formation) dans toutes les licences, en respectant les spécificités disciplinaires ;
- pour les IUT et écoles, financer l'intégralité des heures inscrites dans les PPN (Programme Pédagogique National) ;
- interpréter l'arrêté sur les « blocs de compétences » de manière à maintenir des contenus disciplinaires solides et cohérents, en refusant toute « vente à la découpe » de nos matières ;
- garantir l'égalité de tou·tes les étudiant·es, quel que soit leur statut, face aux modalités d'examens ;
- créer une commission « Poursuite d'études », composée d'un·e représentant·e par composante, permettant la réelle application du droit à poursuite d'études, au sein de notre établissement.

Recherche

- rééquilibrer la distribution des financements en mettant fin à la politique de concentration des moyens sur une minorité de chercheurs « excellents » et/ou sur les thématiques relevant des domaines prioritaires de l'ISITE ;
- revoir les règles de fonctionnement des laboratoires sous tutelle uB, notamment concernant la tenue des assemblées générales, afin de garantir aux personnels un véritable droit de regard sur les décisions qui les concernent ;
- lancer une initiative d'atelier pluridisciplinaire et de séminaires scientifiques ouverts au public et aux étudiants autour des enjeux environnementaux (climat, biodiversité, pollutions...).

Précarité

- ne pas avoir recours aux « contrats de projet » ;
- appliquer pour l'ensemble des non-titulaires le principe « à travail égal rémunération égale » (salaire, primes, durée de travail, etc.) ;
- agir pour que les vacataires obtiennent l'égalité des droits sociaux (par exemple en cas de maladie) ;
- tout mettre en œuvre pour la titularisation par création des postes nécessaires sur des tâches pérennes ;
- ne pas aider au recrutement de vacataires sur des besoins susceptibles d'être satisfaits par la création immédiate de postes des titulaires.

Politique de site

- organiser un débat suivi d'un référendum de tous les personnels pour décider si l'uB doit rester dans la COMUE (ou tout autre établissement expérimental) et/ou dans l'ISITE.

Listes soutenues par SNESUP-FSU, SNCS-FSU, FERCSUP-CGT, SNUIPP-FSU, SNES-FSU

